

à une famille privée de son père. La musique des régiments était muette, les promenades publiques étaient désertes, et les affaires du bazar interrompues. Les rideaux du palais étaient abaissés, et partout la cité était com me un grand corps dont l'âme s'est retirée.

Après avoir traversé l'extrémité méridionale de la Bythinie, le Sultan s'est arrêté à Brousse, ville qui a été une des capitales de l'empire turc naissant, et où, de toutes les parties de l'Asie-Mineure, une population nombreuse était accourue pour le voir et le complimenter. Dans cette réunion imposante, il a prononcé un discours digne d'être connu, parce qu'il témoigne de la sincérité de ses intentions à suivre les principes d'une politique autre que celle du despotisme et de l'intolérance consacrés dans le Coran. Il faut de l'esprit d'abnégation à un souverain absolu pour proclamer ainsi hautement l'égalité de ses sujets et le respect de leurs droits. Jamais sultan n'avait tenu un pareil langage, et nous connaissons tel potentat voisin et chrétien qui pourrait prendre exemple sur sa justice et sa droiture musulmane. Il a voulu prouver qu'il se rappelait la concession faite aux négats chrétiens. Que la diplomatie des Etats constitutionnels de l'Europe continue à l'éclairer de ses conseils et à combattre l'influence des cabinets qui, pour empêcher la régénération de la Turquie veulent la tenir enchaînée à ses vieilles traditions. Sa planche de salut est une loi civile ou une charte basée sur la déclaration de Gulhané, et commençant par émanciper toutes les consciences.

Je suis venu parmi vous, a dit sa Hautesse d'une voix émue, comme au milieu de mes enfants : et je vous considère comme tels, quelle que soit la différence de votre origine et de vos croyances. Vous devez vous regarder tous comme des frères, et vous l'êtes en effet puisque je suis votre père à tous. Musulmans, chrétiens et juifs, vous êtes tous chers à mon cœur, vous êtes tous mes enfants. S'il est des opprimés parmi vous, qu'ils se montrent, et justice leur sera faite ; car ma volonté souveraine est : que les lois qui garantissent la vie, l'honneur et le bien de mes sujets, soient fidèlement observées. Musulman, chrétien ou juif, riche ou pauvre, fonctionnaire civil, militaire ou religieux, ayez tous pleine confiance dans mon amour et ma justice ; vous êtes tous égaux à mes yeux, et vous l'êtes comme devant la loi : vous serez tous traités comme tels ; et le Tout-Puissant, au jour de la justice, récompensera les hommes de bien et les fidèles serviteurs.

AMÉRIQUE.

Désunion.—Nous avions grandement raison hier quand nous disions qu'il était du devoir de tout bon citoyen de veiller sur les projets des partisans de la désunion ; chaque jour vient nous apporter la preuve qu'ils ne reculeront devant aucune considération pour arriver à leur but. L'un des représentants de la Caroline du Sud, M. Holmes, vient encore de se prononcer de la façon la plus formelle pour que l'Etat auquel il appartient, reprenne l'attitude qu'il avait en 1832. On lui avait demandé quel est le remède convenable aux maux qui affligent le Sud ? Il a répondu sans la moindre hésitation : "Résistance ; résistance combinée du Sud, si on peut l'obtenir ; sinon, résistance de l'Etat." Et pour que sa pensée ne puisse pas être méconnue, il ajoute : "Après la position prise par la Caroline du Sud en 1832 ; après la déclaration qu'elle a faite à cette époque, en acceptant le compromis par l'organe d'une convention : "que si, à l'expiration des dix années, elle n'obtient pas les concessions qu'elle demande, elle résistera de nouveau ;" après la résolution adoptée en 1842 par la législature afin de confirmer le droit de résistance dans le cas où les promesses faites ne seraient point tenues, j'étois reconnaissant, que tout, oui, tout nous impose la loi de déclarer énergiquement notre détermination..." Si donc il existe des droits que nous croyons formellement violés ; si les droits, sans possibilité de les assurer, sont une absurdité ; si nos plus sages politiques et nos hommes d'Etat les plus profonds désespèrent de tous les remèdes ordinaires, il faut avoir recours au grand remède : la résistance. "Or on est obligé d'avouer que les affaires sont arrivées à un point où la constitution ne peut plus être défendue que par elle-même." Ainsi M. Holmes, représentant au Congrès, ne craint pas d'en appeler à l'insurrection, à la désunion ; il veut faire prédominer les droits particuliers et les intérêts spéciaux de l'Etat au détriment des droits et des intérêts de l'Union tout entière. M. Holmes se montre le digne continuateur des nullifieurs, des héros de la résistance de 1832 ; il ne recule devant aucune des funestes conséquences qui suivent une nouvelle tentative d'insurrection s'il ne craint ni la désunion, ni la guerre civile ! De pareils sentiments peuvent être une marque de stoïcisme carolinien, mais on peut douter qu'ils soient une preuve de véritable patriotisme.

Quand les représentants au Congrès osent tenir un pareil langage, on ne doit pas s'étonner, si les constituants formulent les mêmes idées avec plus d'énergie encore et plus de concision. Les Caroliniens du Sud posent fort nettement cette alternative : "Annexion ou Désunion ;" et par malheur ce dilemme est populaire. On peut en juger par les manifestations qui ont eu lieu sur presque tous les points de l'Etat pendant les fêtes du 4 juillet ; ainsi dans le district de Barrowell, un citoyen portait un toast conçu en ces termes : "Réannexion du Texas, nous l'obtiendrons paisiblement, si nous pouvons ; par la force, s'il le faut." A Walterborough, un autre s'écriait : "Annexion ! la grande mesure de délivrance et de liberté pour le Sud ; avec elle nous sommes Unionistes, sans elle nous sommes Désunionistes ;" et une voix répondit : "Droits du Sud ; nos frères du Nord et du Sud (frères par la constitution et rien de plus) doivent entendre nos paroles : le Texas sera annexé à l'Union, le Tarif sera réduit à l'échelle du Revenu ; ils cesseront de nous inquiéter au sujet de l'esclavage ; ou bien nous serons à leur égard ce que

nous sommes vis-à-vis tout le reste du monde : "Ennemis en guerre, amis durant la paix." Et dans le district de Beaufort, on se chargeait de compléter cette menace : "Une prompte convention des Etats à esclaves pour évaluer les charges et les avantages de l'Union fédérale. L'épée doit finir ce que le fanatisme du Nord a commencé."

Voilà les vœux insensés que forme la Caroline du Sud ; ces vœux n'auront sans doute que fort peu d'écho au delà des limites de cet Etat ; mais encore une fois, les amis de l'Union se doivent à eux-mêmes, ils doivent à la patrie d'être sur leurs gardes et de combattre par l'influence de la sagesse et du patriotisme, les tentatives qui pourraient être faites pour propager les idées de discorde, les pensées de désunion.

Les parties aux Etats-Unis.—On lit dans le *Courrier des Etats-Unis* du 8 août :

Les deux partis se renvoient mutuellement les menaces, les sarcasmes, les calomnies, avec une colère qui va chaque jour crescendo. Si nous prenions au sérieux tous les gros mots qui retentissent, de part et d'autre, nous mettrions bien vite les mains sur nos poches et l'épée au poing, car il nous faudrait voir dans le peuple dont nous sommes les hôtes, non pas une grande famille nationale, mais une horde de sibilustriers qui ne vivent que de meurtre et de pillage. Heureusement, nous l'avons dit et nous aimons à le répéter, il nous est permis d'aimer et d'estimer les whigs et les démocrates, en dépit de la haine et du mépris qu'ils se portent les uns aux autres. Il faut reconnaître, cependant, que c'est un fâcheux spectacle que celui de cette espèce de guerre civile ; s'il ne s'y répand pas de sang, il s'y remue de la boue, dont les éclaboussures réjaillissent jusque sur les institutions républicaines. Mais c'est surtout en faveur des candidats présidentiels que nous nous apitoyons, car ce sont eux qui reçoivent les plus cruelles meurtrissures dans cette échauffourée. Leur candidature est un véritable martyre ; l'élection est pour eux un procès en bonne et due forme, dans lequel sont mis à nu, non-seulement leurs péchés politiques mais les précédents les plus secrets de leur vie de famille. Henry Clay et Polk n'ont pas seulement à rendre compte de leurs opinions et de leurs intentions relativement au tarif, au Texas, à la banque nationale, etc ; il leur faut encore laisser déchirer le voile qui recouvre leur foyer domestique ; on mesure l'eau qu'ils mettent dans leur vin, on calcule le nombre de leurs visites dans les temples ; on veut savoir s'ils demandent des délassements au naïf jeu d'oie, à l'innocent loto, ou s'ils se laissent entraîner aux étonnantes séductions de la dame de cœur. Une pareille inquisition amène inévitablement des révélations plus ou moins graves au préjudice des deux candidats. Quel est l'homme qui n'a pas, dans son caractère, quelque faiblesse ? dans sa conscience, quelque repli à cacher ? L'écriture ne permet-elle pas au sage de pêcher sept fois par jour, pourvu qu'il se repente ? Ce n'est que d'hier que cette espèce d'enquête domiciliaire a commencé pour M. Polk, qui d'ailleurs, était demeuré trop confondu dans la foule, pour que l'on ait tenu note de ses faits et gestes. Mais M. Clay est depuis bien longtemps déjà sur le théâtre politique ; il était jeune encore lorsqu'il y a pris un des premiers rôles ; il y a plus de 30 ans que sa renommée et ses succès ont suscité contre lui des envieux ; il y a plus de 30 ans, par conséquent, que l'on suit pas à pas sa vie privée aussi bien que sa vie publique ; et si, pendant ce long intervalle, Henry Clay n'a pas péché sept fois par jour, il s'est, à coup sûr, laissé aller de temps à autre aux emportements d'une imagination bougeuse à laquelle il a dû sa gloire précoce, et dont il a fait un trop patriotique usage, pour qu'on ne doive pas lui pardonner d'en avoir été, lui-même, parfois victime. Mais les passions des partis sont impitoyables, elles ne pardonnent rien. S'il fallait les en croire, ce n'est point au palais de White-House que devrait entrer Henry Clay, mais bien dans le pénitencier où la loi américaine renvoie les imprudents qui confient leur fortune aux hasards d'une carte ; ce n'est point au fauteuil présidentiel qu'il devrait monter, mais bien à l'échafaud, car on transforme en assassinats (le mot est textuel) quelques égarignures dont il s'est rendu coupable, dans sa jeunesse, sur le terrain du duel.

Toutes ces calomnies sont déjà si vieilles de date, que, dans la lutte actuelle, les démocrates ont éprouvé le besoin de les rajourir par la forme, et ils l'ont fait avec un triste succès. Nous avons sous les yeux une caricature typographique, pleine d'une hideuse originalité, qui mérite une courte description, car, c'est l'œuvre du journal le *Globe*, l'un des principaux organes de la démocratie, elle est caractéristique des mœurs politiques de ce pays.

Cette caricature n'est autre chose qu'un petit article biographique sur M. Clay. Régulièrement mis en type, il fermera 12 à 15 lignes de notre journal ; mais en les composant, on a eu soin d'espacer les mots et les lettres de manière à lui donner la grossière forme d'un pantin, une tête, des bras et des jambes. La tête est coiffée d'une espèce d'écusson sur lequel sont gravés pour armoiries, une bouteille qui porte l'étiquette *brandy*, un cigare, un pistolet. En sautoir est la devise : "Tirez plus bas ! et au-dessous de ce chapeau emblématique, viennent, sous forme de portrait typographique, la date de la naissance de Clay, 1777, et les dates des querelles qu'il a eues successivement, en 1805 avec le colonel Davis, en 1808 avec Humphrey Marshall, en 1825 avec l'illustre John Randolph ; sa prétendue complicité, en 1838, dans le duel où a succombé le représentant Cilley, ce qui a amené le mot meurtre, en grosses capitales, à l'endroit où doit se trouver le cœur de la caricature. On a, très artistement, allongé en bras et en jambes des phrases dans lesquelles se trouvent les mots de *joueur* et de *contempteur du sabbat*, le tout terminé par les mots *sang* et *meurtre*, qui servent de pieds au portrait...